

Déclaration sur l'action de notre association et la situation au Nicaragua

vendredi 22 juin 2018, par [FAL](#) (Date de rédaction antérieure : 14 juin 2018).

Le Nicaragua traverse une situation dramatique, le nombre de morts et de blessés ne cesse de croître et l'évolution politique est inquiétante pour les libertés publiques. Les principes mêmes de la Révolution sandiniste de 1979 en sont atteints.

Face à la mobilisation sociale, le gouvernement nicaraguayen a le devoir de sauvegarder les libertés publiques, de garantir l'intégrité physique de ses citoyen-ne-s, de permettre un dialogue national propre à rétablir la paix et la démocratie tout comme l'espoir qu'avait incarné la Révolution sandiniste.

La situation géopolitique latino-américaine impose à toutes les organisations de solidarité internationale, y compris en France, de préférer le dialogue et le débat, aux invectives.

FAL a reçu à sa demande, il y a quelques semaines dans ses locaux, le ministre plénipotentiaire du Nicaragua en tournée en France. Il était accompagné de l'ambassadrice du Nicaragua. Lors de leur échange, FAL a pu exprimer ses inquiétudes.

Par ailleurs, nous avons organisé en partenariat avec le CCFD-Terres Solidaires, Amnesty International, Alerte Honduras, le Collectif Ayotzinapa, le Collectif Guatemala, Tierra y Libertad para Arauco, une conférence débat avec deux représentantes du mouvement étudiant et de la jeunesse du Nicaragua, Madelaine Caracas, une porte-parole de la Coordination Universitaire pour la Démocratie et la Justice, et de Jessica Cisneros, membre du Mouvement Civique de la Jeunesse (MCJ).

Suite à cette initiative, notre association a reçu ces derniers jours des propos insultants et diffamatoires, qui ont - entre autres - cherché à créer une confusion voire un amalgame entre les deux jeunes invitées à débattre au Lieu Dit Samedi 9 juin, avec Victor Cuadra et Zaida Hernández, récemment reçus aux États-Unis par Eliana Ros Lethinen, femme politique de droite, notoirement opposée aux mouvements progressistes d'Amérique latine

FAL est habitué depuis près de 50 ans à être l'objet d'attaques de la part de celles et ceux qui ont combattu les mouvements populaires et révolutionnaires en Amérique latine et en Caraïbe, et continuent à les combattre aujourd'hui.

Depuis 1970, FAL a su largement rassembler pour condamner depuis la France toutes les atteintes aux droits humains, comme à l'occasion de l'assassinat de Berta Cáceres en 2016 ou récemment celui de Marielle Franco, ainsi que les coups d'État institutionnels comme au Honduras, au Paraguay ou au Brésil. Nous travaillons avec d'autres associations à la libération de Lula, afin qu'il ait le droit d'être candidat à l'élection présidentielle brésilienne.

Nous avons invité, il y a quelques semaines, l'ancien ministre équatorien Guillaume Long à s'exprimer sur la situation en Équateur. Plus largement, FAL continue à lutter pour les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre le néolibéralisme et toutes les formes d'autoritarisme.

Pour toutes ces raisons, nous protestons contre celles et ceux qui veulent ternir cette belle histoire de notre organisation passée et présente.

France Amérique Latine, Paris, jeudi 14 juin 2018
